



## DECLARATION FNEC FP-FO 31 CSAA DU 17 OCTOBRE 2024

Monsieur le Recteur  
Mesdames et messieurs les membres du CSAA

Notre fédération ne peut commencer sa déclaration sans parler du contexte international. La guerre se poursuit et menace de s'amplifier en Ukraine. Elle s'intensifie au Proche-Orient avec le génocide en cours en Palestine, les bombardements et l'invasion du Liban et la menace d'un élargissement du conflit à toute la région. Nous savons bien, monsieur le Recteur, que vous n'allez pas régler le conflit au Proche Orient ou en Ukraine, mais en solidarité avec les travailleurs des pays en guerre, et au vu des répercussions de ces conflits sur les libertés démocratiques en France, en tant qu'organisation ouvrière il est essentiel pour nous de réaffirmer l'exigence d'un cessez le feu, l'exigence du respect du droit à manifester, du refus de toute répression et de toute sanction à l'encontre des voix qui s'élèvent pour la paix.

Concernant la situation nationale, en décidant de nommer Michel Barnier Premier ministre, le président Macron refuse de tenir compte du rejet qui s'est massivement exprimé dans les urnes confirmant ainsi sa volonté de poursuivre et d'aggraver sa politique contre nos droits et nos conquises sociaux. Ce gouvernement illégitime a présenté le 10 octobre un budget 2025 d'austérité de 60 milliards d'euros d'économies, dont 40 milliards de réduction des dépenses publiques qui programme la destruction des services publics et de la Sécurité Sociale. La FNEC FP FO condamne la volonté du gouvernement de supprimer 15 milliards des comptes de la Sécurité sociale dès 2025. Avec un tel programme de liquidation de la Fonction et des services publics, il ne peut être question de compter sur une quelconque augmentation des salaires, dans une situation où les fonctionnaires, comme l'ensemble des salariés, sont étranglés par l'inflation et le gel du point d'indice.

Comme si la situation n'était pas déjà assez alarmante, le budget 2025 prévoit la suppression de 4000 postes d'enseignants à l'Education nationale, dont l'essentiel dans le Premier degré. Une véritable saignée ! Simultanément, le Premier ministre Barnier envisage de "faire appel à des professeurs retraités volontaires" pour "trouver des réponses au défi proposé par le remplacement des professeurs absents". Pour notre fédération, ces déclarations sont inacceptables et elles ne répondent pas aux attentes des personnels qui se trouvent confrontés à des conditions d'exercice de plus en plus dégradées ! Dans tous les services, il manque des personnels. Le budget 2025 ne prévoit aucune création de postes de personnels d'encadrement, de personnels infirmiers, d'assistants sociaux... Si comme l'affirme nos dirigeants, la santé mentale des élèves est vraiment la priorité du gouvernement, il doit recruter les personnels qui sont déjà des experts du sujet : infirmières, assistants sociaux, psy-EN et médecins scolaires. Le budget ne prévoit aucune création de postes de personnels administratifs alors que « les ministères chargés de l'éducation, de la jeunesse et des sports disposent d'une administration peu nombreuse au regard de l'effectif de leurs agents. Leur ratio gérants-gérés est ainsi de 0,6% soit 6 gestionnaires pour 1000 agents, de très loin le plus faible de l'ensemble de la Fonction publique d'Etat. » comme l'indique les LDG ministérielles.

Dans l'académie, dans le 1er degré la situation est intenable, notamment dans la Haute Garonne. Le recrutement des listes complémentaires n'a pas suffi. Aujourd'hui encore il manque des enseignants dans plusieurs écoles, certaines classes n'en ont pas depuis la rentrée et les élèves sont répartis tous les jours. Ces situations mettent en difficultés les équipes enseignantes, les collègues craquent. Dans de nombreuses écoles, les parents se mobilisent, pour exiger des moyens. Pourtant le recrutement d'enseignants n'est pas à l'ordre du jour. A la place, la DSDEN 31 propose des solutions pour « récupérer » des enseignants : fermer la classe et refaire les répartitions, supprimer les formations pour récupérer la brigade de remplacement dédiée à la formation continue, supprimer les heures de pondérations en REP et REP+ pour mobiliser sur du remplacement ordinaire, quand ça ne suffira plus, les personnels sans charge de classe (RASED, CPC...) seront mobilisés sur des missions de remplacement et les services départementaux se disent prêts à fusionner les classes dédoublées afin de libérer du personnel.

Dans le 2<sup>nd</sup> degré, à la rentrée, un ou plusieurs enseignants manquent dans la quasi totalité des établissements. Dans cette situation vos propos, monsieur le Recteur, ont provoqué la colère. Le manque d'enseignants serait lié à des arrêts maladie plus nombreux en cette rentrée. Instance après instance nous alertons sur les conditions de travail qui se dégradent, à cause de la politique d'austérité et des contres réformes successives. Les enseignants ne sont pas responsables de la pénurie.

Concernant les AESH, le constat est le même, il en manque partout, ce qui entraîne des affectations brutales sans tenir compte des demandes, sans concertation avec les collègues que l'on déplace. La pénurie est telle que dans la Haute Garonne, l'accompagnement de plusieurs élèves notifiés l par une seule AESH est présenté comme réglementaire. De plus en plus souvent, les AESH accompagnent des élèves n'ayant pas de place en ESMS, faisant face quotidiennement à de la violence physique ou verbale de ces élèves n'ayant pas accès aux soins auxquels ils ont droit. Des élèves pour qui la seule solution est une adaptation de l'emploi du temps dans le 1er degré ou un conseil de discipline dans le 2<sup>nd</sup> degré. Il apparait de plus en plus clairement que les politiques d'inclusion sont des politiques de déscolarisation qui pour des raisons budgétaires interdisent l'instruction des enfants en situation de handicap.

Pour toutes ces raisons, ce qui remonte du terrain , monsieur le Recteur, c'est une vraie colère chez les collègues mais aussi les parents, face aux conditions de travail, au manque de moyens et plus largement au déni de démocratie de ce gouvernement qui poursuit coute que coute sa politique de destruction de l'école et de tous les services publics. Ce qui remonte c'est la volonté de se faire entendre. La volonté d'imposer à ce gouvernement les revendications d'en bas et non des actionnaires. Il en va de la survie des collègues, des élèves, de l'Education Nationale et du Service Public qui bénéficie à tous. Nous ne pouvons plus fonctionner dans ces conditions. Les instances démontrent qu'elles ont leurs limites quand il n'y a plus de moyens humains, financiers...Ce gouvernement ne laisse aux enseignants, aux travailleurs de ce pays, que la rue pour se faire entendre.

La FNEC FP FO demande en urgence l'annulation de toutes les suppressions de postes et la création des postes statutaires nécessaires dans tous les services.

Le retour à un recrutement à bac +3 pour les enseignants avec une formation sous statut rémunérée pour résoudre le problème du recrutement. Notre fédération a voté contre la masterisation et le recrutement à bac+ 5.

L'ouverture de places en établissements spécialisés et la création de postes d'enseignants spécialisés